

Tibi 2 : le gouvernement embarque la FDJ, ADP et Pfizer pour doper le financement des startups

Près d'un an après le lancement de la deuxième phase de l'initiative Tibi, Roland Lescure, ministre délégué chargé de l'Industrie et de l'Énergie, et Marina Ferrari, secrétaire d'État chargée du Numérique, ont fait un point d'étape à Bercy, en présence de Philippe Tibi. Cinq nouveaux investisseurs ont été annoncés à cette occasion.

Temps de lecture : minute

7 mai 2024

L'effort de guerre souhaité par Emmanuel Macron et Bruno Le Maire pour soutenir le développement de l'écosystème tech dans l'Hexagone continue de prendre forme. Ce lundi 6 mai, Roland Lescure, ministre délégué chargé de l'Industrie et de l'Énergie, et Marina Ferrari, secrétaire d'État chargée du Numérique, ont fait un point d'étape à Bercy sur le deuxième volet de l'initiative Tibi, en présence de l'économiste qui a donné son nom à ce projet pour améliorer le financement des entreprises technologiques en France.

A cette occasion, les deux membres du gouvernement de Gabriel Attal ont annoncé que cinq nouveaux investisseurs s'étaient engagés à soutenir cette initiative. Il s'agit de la Française des Jeux (FDJ Ventures), du groupe ADP (Aéroports de Paris), Pfizer, MACSF et Mérieux Développement. Autrement dit, ce sont surtout des industriels qui emboîtent le pas aux banques et assurances, qui constituaient jusque-là

l'essentiel du contingent d'investisseurs institutionnels mis à contribution. Au total, ce sont désormais 35 investisseurs qui sont mobilisés pour mettre plus de 7 milliards d'euros sur la table entre 2023 2026 à destination des fonds d'investissement français.

Vers le cap des 10 milliards d'euros ?

Avec les engagements promis, Tibi 2 fait d'ores et déjà mieux que le premier volet de l'initiative qui avait permis d'injecter 6,4 milliards d'euros dans des fonds tricolores spécialisés dans le late-stage et les actions cotées entre 2020 et 2022, avec à la clé près de 30 milliards d'euros d'investissements dans des startups de la tech française.

«L'initiative Tibi nous permet de nous doter de leaders technologiques pour les décennies à venir», affirme Marina Ferrari, secrétaire d'État en charge du Numérique.

Cependant, il reste des efforts à fournir pour atteindre le cap symbolique des 10 milliards d'euros promis par les investisseurs institutionnels. Dans ce contexte, il y a fort à parier qu'Emmanuel Macron ne ratera pas l'opportunité de mettre la pression sur les retardataires lors de VivaTech, grand-messe européenne de l'innovation et des startups qui se tiendra à Paris du 22 au 25 mai.

«Nous ne réussirons pas la révolution technologique, sans une révolution financière»

L'enjeu est de taille puisque l'enjeu est de financer des entreprises cotées et non cotées en late-stage, mais aussi en early-stage, sur des thématiques qui font écho à celles portées par le plan 2030, à l'image de la décarbonation de l'économie ou de la deeptech. *«Nous ne réussirons pas la révolution technologique, sans une révolution financière. Pour cela,*

nous devons orienter bien plus massivement notre épargne vers le financement des entreprises de demain. C'est ce que nous faisons aujourd'hui avec l'initiative Tibi, que l'on continue de déployer. C'est ce que nous ferons demain en construisant une véritable Union de l'épargne et de l'investissement», estime Bruno Le Maire, le ministre de l'Économie.

Alors que les financements se font moins massifs depuis deux ans, mobiliser l'épargne des investisseurs institutionnels a vocation à participer à la résilience de l'écosystème tricolore et à lui faire passer un nouveau cap, en créant un cadre propice aux introductions en Bourse. «*Cette voie de sortie pour les investissements du capital-risque est la seule qui donne un bon niveau de confort sur la poursuite de développement autonome des meilleures startups françaises. La mission constate cependant que partout en Europe, y compris au Royaume-Uni, les IPO souffrent d'un engagement très limité des investisseurs institutionnels»,* note la Direction générale du Trésor. D'où l'intérêt pour l'exécutif d'aller convaincre de nouveaux investisseurs institutionnels à mettre la main à la pâte dans les prochains mois.



À lire aussi

Tibi 2 : 28 investisseurs institutionnels s'engagent aux côtés du

gouvernement



MADDYNEWS

La newsletter qu'il vous faut pour ne rien rater de l'actualité des startups françaises !

JE M'INSCRIS

Article écrit par Maxence Fabron